	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Loire Forez agglomération
SIRET/SIREN
20006588600018 / 200065886
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
17 boulevard de la Préfecture CS 30211 42605 MONTBRISON Cedex 04 26 54 70 00 planification@loireforez.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
LEDIEU Patrick, vice-Président délégué à la planification, l'urbanisme et au plan local d'urbanisme intercommunal
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
JUNET Clément, chargé de mission planification urbaine

Service planification urbaine
Pole développement et aménagement du territoire

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

04 26 24 72 79
clementjune@loireforez.fr

2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLU

2.2 Intitulé du document

Plan Local d'Urbanisme

2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

17 septembre 2019
<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=4.080216634&lat=45.451827334&zoom=13&mlon=4.080217&mlat=45.451827>

2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

Commune de Luriecq (42)

2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)



Cette procédure de modification du PLU a pour objet de :

- 1/ Permettre le développement économique de la commune dans le cadre d'une stratégie intercommunale en ouvrant à l'urbanisation la zone AUE sur le secteur de la Chana (en violet sur la carte).
- 2/ Corriger le règlement écrit en le simplifiant et en mettant en œuvre de nouveaux choix réglementaires. Les règlements des zones UE, AUE, UB, UC, UH, 1AUC, 2AUC et 1AUB sont concernés.
- 3/ Mettre à jour la liste des bâtiments pouvant changer de destination. Cela implique la suppression de 7 bâtiments de la liste des bâtiments pouvant changer de destination dans le document en vigueur. Dans le même temps 4 bâtiments sont ajoutés (2 pour la création de nouveaux logements et 2 pour l'extension de logements existants). Sur la carte ils sont représentés par des cercles oranges. Seuls 3 cercles oranges apparaissent dans la mesure où 2 des 4 nouveaux bâtiments sont localisés dans le même hameau, Le Crozet, situé à l'ouest de la commune.

Concernant l'identification des 4 nouveaux bâtiments pouvant changer de destination dans le règlement graphique :

- Le bâtiment sur le secteur Triols est identifié par le numéro 70
- Les bâtiments sur le secteur Le Crozet sont identifiés par les numéros 71 et 72
- Le bâtiment sur le secteur Le Bouchet est identifié par le numéro 73

3. Contexte de la planification

3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé le 10 avril 2020

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

Le SCoT Sud Loire est actuellement en cours de révision sur l'ensemble de son périmètre depuis le 29 mars 2018. Ce nouveau périmètre intergrera alors la commune de Luriecq.

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

Le territoire est couvert par :

- Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire Bretagne (SDAGE)
- Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Loire en Rhône-Alpes (SAGE),

- Le plan climat air énergie territorial de Loire Forez (PCAET), validé le 25 juin 2019 (pour la période 2019-2025)
- Le plan de protection de l'atmosphère Saint-Etienne Loire Forez approuvé par arrêté préfectoral du 4 avril 2023.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

Par un avis du 22 juin 2016 (n° 08416U0364), la MRAE a prescrit la réalisation d'une évaluation environnementale pour l'élaboration du PLU de la commune de Luriecq.

Le projet de PLU a fait l'objet d'un avis de la MRAE en date du 26 octobre 2017 (n°2017-ARA-AUPP-00339) sur son évaluation environnementale.

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas conduisant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

/

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

/

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Les principaux enjeux relevés dans l'avis de la MRAE (avis du 26 octobre 2017) ont été :

- « La gestion économe de l'espace et la limitation de la consommation d'espaces agricoles et naturels ;
- La préservation de la fonctionnalité des espaces agricoles et naturels du territoire ;
- La préservation de la ressource en eau en lien avec la gestion des eaux usées ».

Suite notamment à cet avis, le projet de PADD a été repris pour la réalisation d'un deuxième arrêt du PLU.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui

☒ Non

/

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

/

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Procédure de Modification

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

1296 (INSEE, 2021)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	2038,36 hectares			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	48,83 ha	2,4%	48,83 ha	2,4%
zones 1 AU	4,69 ha	0,23 %	4,69 ha	0,23 %
zones 2 AU	0,53 ha	0,02 %	0,53 ha	0,02 %
zones A	1061,44 ha	52,11 %	1061,44 ha	52,11 %
zones N	922,87 ha	45,24 %	922, 87 ha	45,24 %
Total	2038,36 ha	100%	2038,36 ha	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

En matière de modération de la consommation d'espace le PADD indique :

- « Passage d'un rythme d'environ 14 ha en 12 ans consommés pour l'habitat (cf. rapport de présentation, consommation foncière) à un rythme de l'ordre de 4 ha pour l'habitat pour ces 10 prochaines années (2018-2028).
- Définition d'une densité moyenne globale de l'ordre de 13 à 14 logements à l'hectare.
- Répondre à des enjeux économiques communaux et intercommunaux, en proposant une enveloppe foncière de l'ordre de 6 ha ».

4.3 Caractéristiques de la procédure**4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure**

Cette procédure de modification du PLU vise à :

- 1/Permettre le développement économique de la commune dans le cadre d'une stratégie intercommunale en ouvrant à l'urbanisation la zone AUE sur le secteur de la Chana.

- 2/Corriger le règlement écrit en le simplifiant et en mettant en œuvre de nouveaux choix réglementaires.
- 3/Mettre à jour la liste des bâtiments pouvant changer de destination.

1/ Dans le cadre de cette procédure, la zone AUE (zone à urbaniser à vocation économique) localisée à l'ouest de la zone économique de la Chana sera ouverte à l'urbanisation. Cette ouverture à l'urbanisation n'aura pas pour conséquence d'entraîner une modification du règlement graphique dans la mesure où ce secteur reste en zone AUE. Toutefois, pour encadrer l'ouverture à l'urbanisation de cette zone, celle-ci fera l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP). De plus, un règlement détaillé propre à la zone AUE et se distinguant de celui de la zone AU est également réalisé.

2/ La modification du règlement écrit concerne plusieurs zonages en particulier les zones UE et AUE mais également les zones UB, UC, UH, 1 AUC, 2AUC et 1AUB :

- Pour la zone AUE, cela concerne la création d'un règlement propre à la zone en le dissociant de celui de la zone AU.
- Pour la zone UE, il s'agit de mettre en cohérence son règlement avec celui de la zone AUE. Le but est ainsi d'intégrer de nouveaux choix réglementaires liés à la prise de compétence de Loire Forez agglomération en matière de développement économique.
- Les autres modifications du règlement écrit visent uniquement à simplifier le règlement.

3/ Pour la mise à jour de la liste des bâtiments pouvant changer de destination, 7 bâtiments seront retirés de la liste. Dans le même temps, 4 nouveaux bâtiments seront identifiés :

- Identification d'un bâtiment pour la création d'un nouveau logement dans le hameau de Triols au nord de la commune.
- Identification d'un bâtiment pour la création d'un nouveau logement dans le hameau Le Crozet à l'ouest de la commune.
- Identification d'un bâtiment pour l'extension d'un logement existant dans le hameau Le Crozet à l'ouest de la commune.
- Identification d'un bâtiment pour l'extension d'un logement existant dans le hameau Le Bouchet au sud de la commune.

Il convient également de préciser que le règlement de la zone A sera mis à jour pour intégrer la nouvelle numérotation des bâtiments pouvant changer de destination.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Le secteur concerné par l'ouverture à l'urbanisation est la zone AUE sur le secteur de la Chana. La surface concernée est de 2 hectares.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Ces justification sont intégrées dans le rapport de présentation du PLU approuvé entre les pages 206 et 208.

Lien vers le rapport de présentation :

[https://wxs-](https://wxs-gpu.mongeoportail.ign.fr/externe/documents/DU_42126/1345ca3e12629761afc80db2a060d2af/42126_rapport_20191107.pdf)

[gpu.mongeoportail.ign.fr/externe/documents/DU_42126/1345ca3e12629761afc80db2a060d2af/42126_rapport_20191107.pdf](https://wxs-gpu.mongeoportail.ign.fr/externe/documents/DU_42126/1345ca3e12629761afc80db2a060d2af/42126_rapport_20191107.pdf)

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

/

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

/

- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

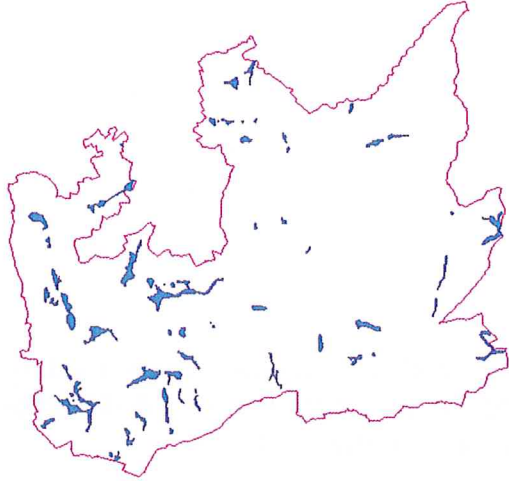
/

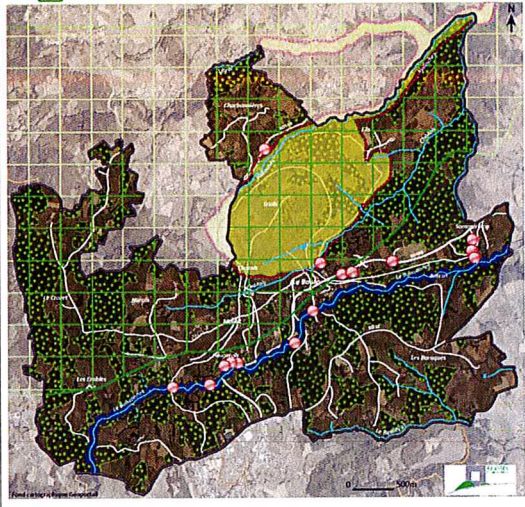
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Sans objet.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
/
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
/
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets

/

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Luriecq est intégralement concernée par les dispositions d'urbanisme issues de la loi montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Sur le territoire de la commune deux installations sont classées et soumises à autorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Richard Garage (impasse des rameaux) - SOTHAF Société de textile du Haut Forez (ZAC de la Gravoux) <p>Ces deux installations ne sont pas classées SEVESO.</p>

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU en vigueur est concerné par plusieurs sites BASIAS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - RHA4204409: Réparation Automobiles et Agricoles (Richard garage), impasse des rameaux. - RHA4204410 : Carrière de granit, entreprise Brun-Dupuy, lieu dit Les Rieux. - RHA4202409 : Ateliers de carrosserie, réparation et remise à neuf de véhicules, Marcel Barlet, lieu dit la Verchère. - RHA4204406 : Station service, M. Faure, Chemin Grande Communication 6 bis. - RHA4204408 : Décharge d'ordures ménagères, mairie de Luriecq, lieu dit Guéret de Lay. - RHA4201913 : Décharge d'ordures ménagères et incinérateur, ancienne communauté de communes du pays de Saint-Bonnet-le-Château, lieu dit Sange Croze à Estivareilles en limite avec la commune de Luriecq. <p>Toutes ces activités sont indiquées comme étant en arrêt sauf « Richard Garage ».</p>
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU est concerné par 3 servitudes d'abords de monuments historiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Dolmen de la Roche Cubertelle, à Luriecq. - L'église St Irénée, à Luriecq. - Une partie du territoire de la commune est concerné par les abords du monument historique « Croix de Montorsier » localisé sur la commune de La Tourette.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU de Luriecq ne ressent pas explicitement de zones humides au titre de l'article L 211-1 du code de l'environnement, toutefois des zones humides sont identifiées au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme. Ces zones humides</p>

		<p>sont identifiées dans de nombreux secteurs de la commune. A noter que dans le règlement graphique, les abords des cours d'eau sont également identifiés dans le cadre de l'article L 151-23 en tant que zones humides.</p> <p>Carte des zones humides issue du rapport de présentation :</p> 
<p>Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/></p>	<p><input type="checkbox"/></p> <p>Le plan local d'urbanisme, identifie des trames vertes et bleues telles qu'évoquées dans le cadre de l'article L 371-1 du code de l'environnement. Ces trames vertes et bleues qui rassemblent les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité sur l'ensemble de la commune sont identifiées dans le zonage au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme.</p> <p>Ces trames se matérialisent concrètement dans le règlement graphique par l'identification de « boisements à protéger » ainsi que d'« alignements de haies / arbres » et « arbres isolés » à préserver et de « zones humides ».</p> <p>En plus du règlement graphique, dans le rapport de présentation plusieurs cartes identifient ces éléments (TVB : sous trame aquatique/ humide, TVB : sous-trame bocagère et TVB : sous-trame boisée). De plus, une carte récapitule</p>

	ces éléments de manière synthétique :		
	<p>Les ressources du territoire</p> 		
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le territoire de la commune comprend 3 ZNIEFF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bocage de Triols et Fils, de type 1 - Ruisseaux de Laval et de la Thuillière, de type 1 - Monts du Forez, de type 2
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez

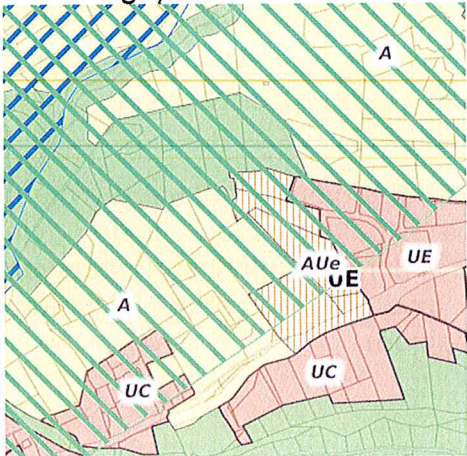
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée dans son intégralité par les dispositions de la loi montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Même si la zone AUE ne se localise pas dans un périmètre de servitudes relatives aux ICPE, il convient de préciser que l'installation « Richard Garage » (impasse des rameaux) se localise à proximité de la zone AUE. En effet, en son point le plus proche la zone AUE se situe à environ 120 mètres de cette installation.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Parmi les différents sites BASIAS évoqués précédemment pour l'ensemble de la commune, seuls 2 d'entre eux se localisent à proximité d'un secteur concerné par cette procédure, en l'occurrence la zone AUE de la Chana dans les deux cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - RHA4204409 : Réparation Automobiles et Agricoles (Richard garage), impasse des rameaux. Ce site se localise à environ 120 mètres à l'ouest du point le plus proche de la zone AUE. - RHA4204408 : Décharge d'ordures ménagères, mairie de Luriecq, lieu dit Guéret de Lay. Ce site se localise à environ 250 mètres à l'ouest de la zone AUE. <p>Il convient de préciser que même si ces sites se localisent à proximité de la zone AUE, elle n'est pas concernées par d'éventuelles servitudes liées à ces sites.</p>
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La zone AUE visant à être ouverte à l'urbanisation se localise dans son intégralité dans le périmètre des 500 mètres du monument historique « Dolmen de la Roche Cubertelle » (il est situé à 190 mètres de la zone AUE). Cette même zone se localise pour partie seulement dans le périmètre des abords de l'église St-Irénée (420 mètres séparent l'église du point le plus proche de la zone AUE).</p> <p>Un des nouveaux batiments repéré pour faire l'objet d'un changement de destination dans le secteur du Bouchet au sud de la commune est localisé dans le périmètre (à 400 mètres) des abords du monument historique « croix de Montorsier » situé sur la commune de La Tourette. Les autres bâtiments identifiés comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination ne sont pas concernés par ces périmètres</p>

			car ils sont situés à plus de 500 mètres de ces sites.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU de Luriecq ne ressente pas explicitement de zones humides au titre de l'article L 211-1 du code de l'environnement, toutefois des zones humides sont identifiées au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme. Ces zones humides sont identifiées dans de nombreux secteurs de la commune (voir 5.1). Par ailleurs, le hameau Le Crozet dans lequel sont identifiés deux nouveaux bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination est entouré de plusieurs zones humides identifiées au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme (voir partie dédiée à l'article L 151-23 du code de l'urbanisme).</p>
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Compte tenu du fait que les zones humides peuvent être considérées comme des éléments à part entière de la composante TVB, ce qui a été évoqué précédemment sur les zones humides peut être évoqué de nouveau ici.</p> <p>Le bâtiment identifié pour changer de destination localisé dans le hameau Triols, est situé dans un réservoir de biodiversité correspondant au périmètre de la ZNIEFF de type 1 « bocage de Triols et Fils ». Les autres secteurs concernés par cette procédure ne sont pas considérés comme faisant partie d'un réservoir de biodiversité.</p> <p>Il convient toutefois d'indiquer que les continuités écologiques ou TVB ne font pas l'objet de traduction explicite au sein du règlement graphique. Par exemple, le zonage ne comprend pas de zone naturelle dédiée aux continuités écologiques, seule la zone naturelle « classique » existe.</p> <p>Par ailleurs, des composantes essentielles de ces TVB sont tout de même identifiées dans le règlement</p>

		écrit (zones humides, boisement à préserver, haies / arbres isolés à protéger) au titre de l'article L 151-23. Ces éléments protégés correspondent tant à des réservoirs de biodiversité (zone humide, boisement) qu'à des corridors écologiques (haie, alignement d'arbre, cours d'eau).
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<p>La zone AUe se localise, à proximité, mais hors de la ZNIEFF de type 1 « bocage de Triols et Fils » (en bleu hachuré sur l'image ci-dessous). Cette zone est toutefois concernée dans sa quasi intégralité par la ZNIEFF de type 2 (en vert hachuré sur l'image).</p>  <p>Concernant les changements de destination :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le changement de destination pour la création de logement dans le hameau Triols est situé dans les deux types de ZNIEFF (Bocage de Triols et Fils et Monts du Forez). - Les deux bâtiments localisés dans le hameau du Crozet sont uniquement dans le périmètre de la ZNIEFF de type 2. - Le bâtiment pouvant changer de destination sur le secteur du Bouchet au sud de la commune n'est concerné par aucune ZNIEFF.

D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLU n'identifie pas de secteur en application de l'article L 151-19 du code de l'urbanisme.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>De nombreux éléments sont identifiés au titre de l'article L 151-23 du Code de l'urbanisme, afin d'être exhaustif, il convient de rebalayer en détail la localisation des 4 secteurs identifiés dans le cadre de cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La zone AUE se localise à proximité de deux cours d'eau dont les abords sont identifiés au titre de cet article en « zone humide ». Le Bonsonnet au Sud à 240 mètres et le ruisseau de Chazols à 180 mètres au Nord. - Le bâtiment identifié dans le hameau de Triols se localise à 100 mètres au Sud d'un alignement d'arbres / haie à protéger. Un autre alignement se trouve à 130 mètres au Sud-Est de ce bâtiment. D'autres alignements sont identifiés à proximité mais sont plus éloignés. - Le bâtiment identifié sur le secteur du Bouchet se situe à

			<p>50 mètres au nord du ruisseau de la Petite Goutte.</p> <p>- Les deux bâtiments identifiés comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination dans le hameau du Crozet se localisent à proximité de zones humides. En effet, plusieurs de ces zones entourent ce hameau au Nord, Sud, Est et Ouest, elles se localisent toutes à moins de 100 mètres du hameau. La plus proche se situant à 30 mètres à l'Ouest de l'un des deux bâtiments. Deux boisements à protéger au titre de cet article sont également identifiés à proximité de ce hameau l'un à l'Ouest (à un peu plus de 100 mètres du hameau) et l'autre à l'Est (à environ 200 mètres du hameau).</p> <p>A noter qu'aucun des secteurs concernés par cette procédure ne se localise dans le périmètre d'un élément identifié au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme.</p>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

/

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Le projet sera transmis aux personnes publiques associées à la suite de la réponse de la MRAe sur l'examen au cas par cas, qui déterminera la nécessité ou non de la réalisation d'une évaluation environnementale.

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

/

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

/

- autre, préciser les modalités

/

8. Annexes**8.1 Annexes obligatoires**

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

9. Engagement et signature

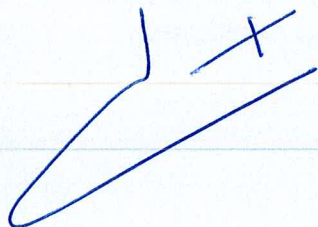
Annexe II

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Montbrison	le,	/ / 2024
Nom	LEDIEU	Prénom	Patrick
Qualité	Vice-Président délégué à la planification, l'urbanisme et au plan local d'urbanisme intercommunal		

Signature

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'L' followed by a horizontal line and a small 'x' mark.